ASSEMBLÉE NATIONALE

8 janvier 2015

LA CROISSANCE ET L'ACTIVITÉ - (N° 2447)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° SPE481

présenté par

Mme de La Raudière, M. Huyghe et M. Gérard

ARTICLE 71

Remplacer les mots : « des syndicats d'employeurs et de salariés intéressés de la commune », par les mots : « des représentants des syndicats d'employeurs et de salariés concernés ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi prévoit la possibilité de déroger au principe du repos dominical par le biais d'un arrêté préfectoral pris après avis du conseil municipal, de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de l'artisanat et des syndicats d'employeurs et de salariés intéressés de la commune.

Une négociation salariale au niveau de la commune n'est pas adaptée.

Cet amendement vise à placer la négociation au niveau des représentants des syndicats d'employeurs et de salariés concernés.